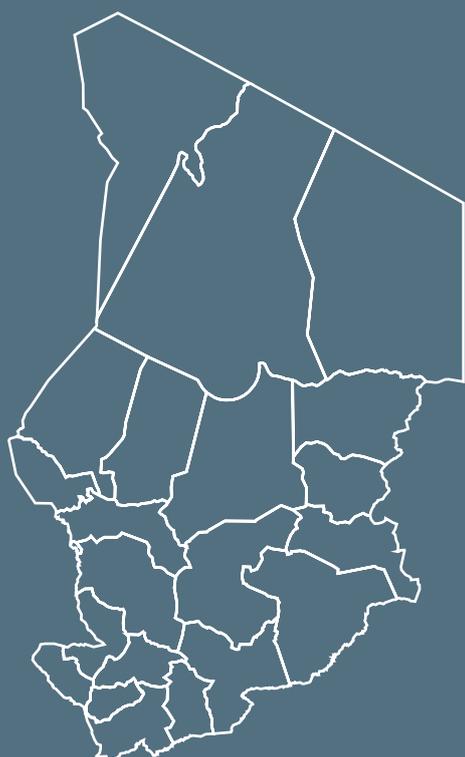


Des prix plus élevés mais de moins en moins d'aide : comment les communautés vivent la COVID-19

Mai 2021 • Tchad



GROUND TRUTH
SOLUTIONS



CHS Alliance

Introduction

Depuis le début de la pandémie COVID-19, le Tchad a enregistré un nombre de cas relativement bas. Dans les provinces couvertes par les enquêtes de perception de [Ground Truth Solutions](#), on dénombre depuis le début de la pandémie 299 cas au Moyen Chari, 184 au Logone Oriental, 89 au Wadi Fira, 53 au Lac et 22 au Ouaddaï.¹ En mars 2020, le gouvernement tchadien a mis en place un Plan National de Contingence pour la Préparation et la Riposte au Coronavirus, ainsi que des diverses restrictions.² Celles-ci se sont progressivement relâchées au cours de l'année.

Les opérations humanitaires ont dû s'adapter aux nouveaux besoins sanitaires et au nombre croissant de personnes déplacées, tout en respectant les restrictions gouvernementales. En effet, le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) révisé de 2020 dénombre 76 543 personnes déplacées dans le besoin de plus que lors de la publication du premier PRH,³ mais les mesures gouvernementales ont gravement affecté la distribution de l'aide de l'assistance humanitaire, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).⁴ Étant donné que les communautés au Tchad vivent dans un contexte humanitaire déjà difficile caractérisé par une importante insécurité alimentaire, un risque continu d'attaques terroristes de la part de Boko Haram, les crises dans les pays voisins (en particulier la République Centrafricaine et le Soudan) ainsi que des aléas climatiques toujours plus fréquents, la réduction de l'assistance a empêché de nombreuses personnes de répondre à leurs [besoins fondamentaux](#) ou d'accéder à [l'information sur l'aide humanitaire](#).

Dans ce contexte, il reste essentiel de mettre en avant les voix des personnes affectées et de remettre les communautés affectées au cœur de la réponse à cette crise complexe. Ground Truth Solutions – en partenariat avec [l'Alliance de la Norme Humanitaire Fondamentale de Qualité et de Redevabilité](#) (CHS) et grâce à un financement de [l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement](#) (SIDA) – recueille les points de vue des personnes affectées par la crise pour aider les acteurs humanitaires à placer les opinions des personnes affectées au centre de leurs processus de prise de décision, contribuant ainsi à une mise en œuvre plus efficace de la réponse humanitaire. Le présent rapport analyse les perceptions des personnes affectées (Lac, Logone Oriental, Ouaddaï, Moyen Chari et Wadi Fira) sur l'impact de la COVID-19 sur leurs vies ainsi que les perceptions du personnel humanitaire sur la réponse à la pandémie.

Projet financé par:



¹ « [Rapport de la Situation Epidémiologique COVID-19 au Tchad](#) », Organisation mondiale de la Santé, accédé le 15 mars 2021.

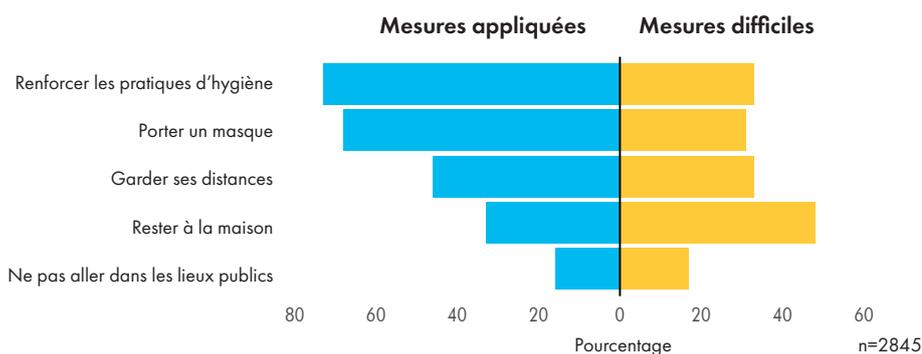
² « [Plan National de Contingence pour la Préparation et la Riposte à l'Épidémie de la Maladie à Coronavirus COVID-19](#) », Ministère de la Santé Publique, accédé le 15 mars 2021.

³ « [Plan de Réponse Humanitaire Tchad, Annexe : Révision HRP 2020](#) », OCHA, accédé le 3 mars 2021.

⁴ « [COVID-19: un impact significatif sur la vie sociale et l'économie nationale](#) » (en anglais), OCHA, accédé le 3 mars 2021.

Mesures de précaution

Les mesures gouvernementales imposées et puis allégées au cours de l'année 2020 concernent entre autres : le port obligatoire du masque; les couvre-feux; l'isolement et le quarantaine; la prévention des déplacements hors des camps pour les réfugiés et déplacés internes (PDI); les points de contrôle sanitaire; la fermeture des établissements scolaires, des restaurants et bars, des magasins et de lieux de cultes; les restrictions du nombre de personnes autorisées lors des cérémonies et du nombre de personnes dans les transports publics.⁵ Les agences humanitaires ont mis en place des stations de lavage des mains et distribué des masques. Des mois après le début de la pandémie, notre enquête auprès des personnes affectées montre que les pratiques d'hygiène et le port du masque sont largement respectés; cependant environ un tiers (32%) ont signalé un accès limité à l'eau ou aux produits d'hygiène. Par contre, le confinement est la mesure la plus difficile à respecter.



Pourquoi cette mesure est-elle difficile à respecter ? (n=2845)

- 32%** Manque d'accès à l'eau ou aux produits d'hygiène
- 31%** Manque d'aide humanitaire ou crainte de ne plus avoir accès à l'aide
- 27%** Mon travail ne me permet pas de respecter les mesures

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question.

Les personnes interrogées disent qu'il est difficile de respecter des mesures sanitaires parce que s'ils restent chez eux ou respectent les mesures de distanciation sociale, ils risquent de rater des occasions de recevoir une aide humanitaire, même si de nombreux travailleurs humanitaires nous rapportent que leurs organisations ont changé ou adapté leur système de distribution afin que les communautés puissent se distancer en toute sécurité. Environ un quart de nos répondants ont déclaré avoir du mal à prendre des mesures de précaution en raison de leur travail, probablement parce que leur travail les oblige à travailler à proximité d'autres personnes.

Seul 1% des personnes interrogées par GTS déclarent ne respecter aucune mesure de précaution, mais cela ne signifie pas qu'elles respectent les mesures de précaution à tout moment. Nos répondants ont été interrogés près de chez eux, mais les personnes en déplacement racontent une autre histoire : près de la moitié des personnes interrogées dans le cadre des enquêtes Displacement Tracking Matrix (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), entre juillet et décembre 2020, ont déclaré n'avoir respecté aucune mesure de précaution pendant leur migration.⁶

87% des humanitaires pensent que les mesures mises en œuvre sont suffisantes. Ils soulignent l'importance d'augmenter le nombre de voitures disponibles pour les déplacements sur le terrain et de mettre les kits Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) à la disposition des personnes affectées. Ces mesures certes protègent les personnes contre le virus, mais ne peuvent pas répondre aux préoccupations plus générales des communautés concernant la détérioration de leur situation économique.



Les pratiques d'hygiène sont renforcées chez (n=2845) :

- 88%** des PDI
- 76%** des retournés
- 72%** des communautés hôtes
- 68%** des réfugiés



Le port du masque est respecté chez (n=2845) :

- 77%** des communautés hôtes
- 75%** des retournés
- 62%** des réfugiés
- 57%** des PDI

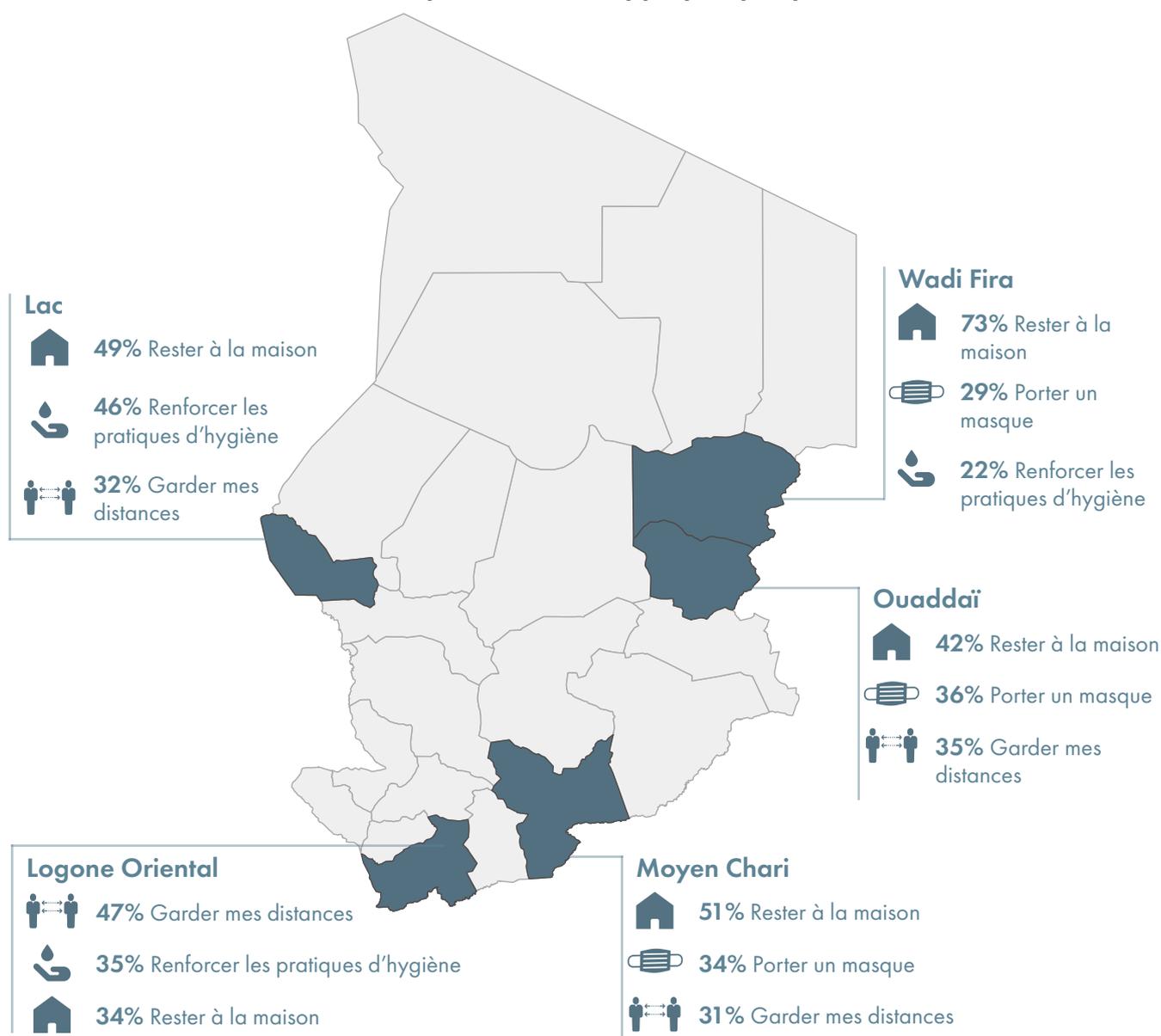


L'on constate qu'en proportion, beaucoup moins de répondants dans les provinces du Wadi Fira (55%) et du Lac (56%) portent des masques, contrairement aux personnes interrogées au Logone Oriental (80%), au Moyen Chari (74%) et au Ouaddaï (68%).

⁵ « Ensemble de données sur les mesures gouvernementales COVID-19 » (en anglais), ACAPS, accédé le 3 mars 2021.

⁶ « Examen des impacts du COVID-19 sur les voyageurs à travers le Tchad » (en anglais), IOM, accédé le 3 mars 2021.

Gestes barrières étant les plus difficile à appliquer par province (n=2845)



Perceptions des personnels humanitaires (n=102)



Les principales mesures de précaution mises en œuvre par les organisations pour les **personnes affectées** comprennent :

86% La mise à disposition de dispositifs de lavage des mains

77% L'organisation d'activités de sensibilisation sur le respect des gestes barrières

65% Le changement ou l'adaptation des systèmes de distribution pour que les personnes affectées puissent respecter la distanciation sociale en toute sécurité

65% La distribution de masques aux personnes affectées

55% La mise à disposition de kits EAH aux personnes affectées



Les principales mesures de précaution mises en œuvre par les organisations pour leur **personnel** comprennent :

90% La mise à disposition de dispositifs de lavage des mains avec de l'eau et du savon dans les bureaux

82% L'exigence que le personnel humanitaire respecte les restrictions du gouvernement

81% La distanciation sociale

77% La distribution de masques

76% L'organisation d'activités de sensibilisation sur le respect des gestes barrières

66% La mise en place du travail à domicile à temps partiel

58% La mise en place de restrictions sur les missions à l'intérieur du pays

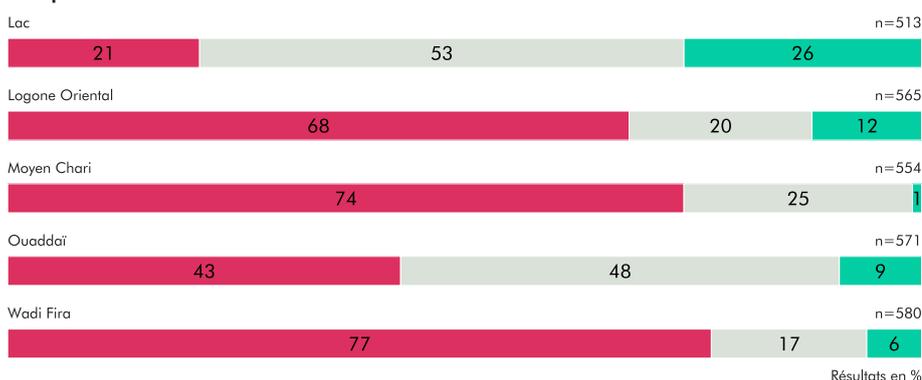
Impact socioéconomique

En raison des restrictions gouvernementales de mobilité, des limites de rassemblements publics et les fermetures de magasins, il n'est pas surprenant que les personnes affectées pensent que leurs capacités de répondre à leurs besoins de base se soit détériorée.

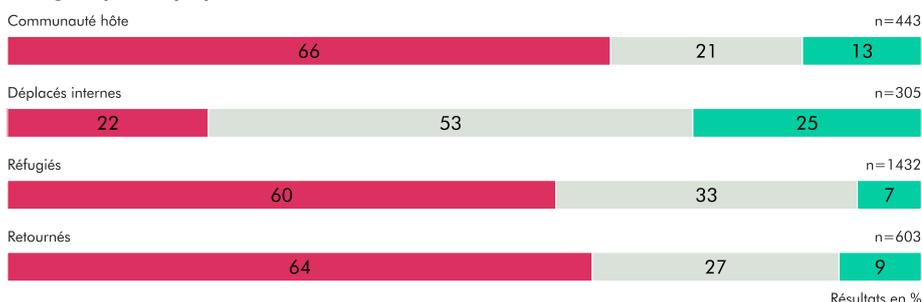
Comment votre capacité à répondre à vos besoins essentiels a-t-elle changée depuis que le coronavirus a commencé à se propager au Tchad?



Par province



Par groupe de population



Plusieurs personnes déclarent avoir perdu des revenus, en particulier au Logone Oriental (35%) et au Wadi Fira (32%). Le principal défi relevé dans l'enquête de DTM était également la difficulté qu'ont les personnes à conserver leur emploi.⁷

Au Moyen Chari, la réduction ou la perte de l'aide humanitaire (27%) est citée par les communautés comme la principale raison de la détérioration de leurs capacités à répondre à leurs besoins.

Au Lac et au Ouaddaï, environ la moitié des répondants rapporte qu'il n'y a pas eu de changement dans leur vie à cause de la COVID-19. Par ailleurs, l'enquête de DTM menée dans le nord du Tchad et à la frontière camerounaise révèle que 58% des voyageurs interrogés avaient déclaré n'avoir rencontré aucun défi supplémentaire dans leurs vies depuis le début de la pandémie.⁸

Cependant, des personnes au Lac disant que la pandémie a eu un impact négatif sur leurs vies, 37% d'entre elles expliquent que l'augmentation des prix a eu un impact sur leurs moyens de subsistance. Le rapport sur prix de février 2021 de FEWSNET (Famine Early Warning Network) montre que le prix de détail nominal du maïs à Bol a été supérieur au prix moyen quinquennal du maïs au cours des quatre derniers mois.⁹



Perceptions des personnels humanitaires

Comment les modalités de mise en œuvre de vos activités ont-elles changé depuis que la Coronavirus a commencé à se propager au Tchad ? (n=102)

40% améliorées

31% détériorées

22% pas de changement

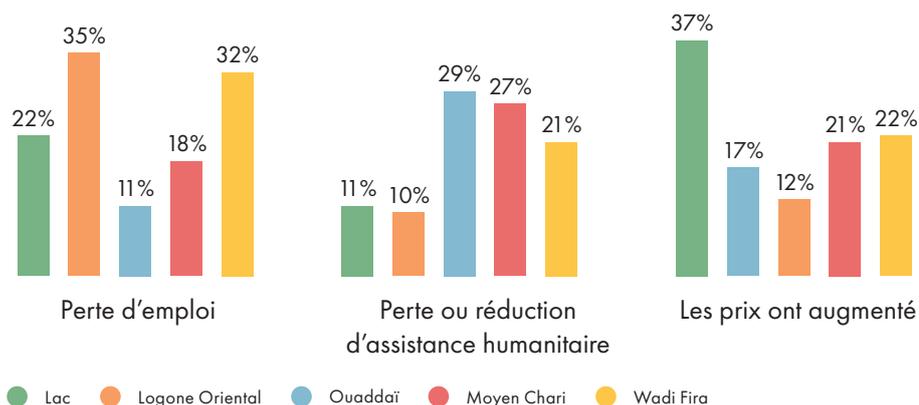
Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre comment les capacités à mener des activités se sont améliorées depuis le début de la pandémie.

⁷ « Examen des impacts du COVID-19 sur les voyageurs à travers le Tchad » (en anglais), IOM, accédé le 3 mars 2021.

⁸ Ibid.

⁹ « Tchad : rapport sur prix » (en anglais), Famine Early Warning Systems Network, accédé le 3 mars 2021.

Si la capacité de répondre à vos besoins de base s'est détériorée, quels facteurs y ont contribué ? (n=1598)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Presque tous les répondants rapportent les trois mêmes raisons pour lesquelles il est plus difficile de répondre à leurs besoins de base : moins de revenus, moins d'assistance et des prix plus élevés. La perte ou la réduction de l'aide humanitaire est la plus grande préoccupation pour les réfugiés et les retournés, ce qui est logique étant donné que ces groupes sont plus susceptibles de dépendre de l'aide humanitaire que les communautés hôtes. Toute réduction de l'assistance humanitaire est vivement ressentie par ceux qui en dépendent pour répondre aux besoins quotidiens.

Méthodologie

Questionnaire

Nos questions liées à la COVID-19 ont été intégrées à notre enquête sur les opinions des personnes affectées par les crises sur l'aide humanitaire qu'ils reçoivent (voir notre rapport sur [les besoins](#) et [les informations](#) pour plus de détails). Les questions de l'enquête ont été conçues par Ground Truth Solutions en consultation avec la matrice mondiale des risques de l'OMS et le Plan de Réponse Humanitaire global pour la COVID-19. Notre questionnaire portait sur les gestes barrières contre la COVID-19 et l'impact économique de la pandémie. Avant de rédiger notre questionnaire, nous avons passé en revue d'autres outils d'enquête axés sur le COVID-19 pour éviter une duplication des activités et pour nous assurer que nos données seraient utiles. Les questions de l'enquête et les options de réponse ont également été partagées avec les acteurs travaillant sur le terrain pour s'assurer que l'enquête était adaptée aux réalités spécifiques du Tchad. Les questions comprennent des réponses à l'échelle de Likert (où les réponses correspondent à un score de 1 à 5), ainsi que des réponses binaires et des choix multiples.

Le questionnaire destiné aux communautés affectées a été rédigé en français puis traduit oralement dans les langues suivantes lors des formations des recenseurs en fonction de la composition linguistique de chaque province : Arabe, Arabe tchadien, Kanembou, Bouduman, Assangori, Massalite, Ngama, Foulbé, Sango, Kaba, Tama, Zaghawa, et d'autres langues locales du Tchad.

Les questions posées aux acteurs humanitaires ont été conçues par GTS et basées sur nos deux premières enquêtes auprès des humanitaires au Tchad menées en [juin 2018](#) et [décembre 2019](#) et adaptées pour comprendre l'impact de la COVID-19 sur leur travail. Le questionnaire destiné au personnel humanitaire a été mis à leur disposition en français et en anglais.

Définition de l'échantillon

Au total, 2 845 personnes affectées ont été interrogées lors de cette cinquième vague de collecte de données dans cinq provinces : Lac (541), Ouaddaï (575), Logone Oriental (573), Moyen Chari (572) et Wadi Fira (584). Ces provinces et les sites correspondants étaient définis par l'importance du nombre de personnes affectées par les crises, le nombre d'acteurs humanitaires présents et l'accès aux sites de populations affectées (risques sécuritaires et logistiques). Le cadre de l'échantillon a été modifié pour le Wadi Fira dû à des risques de sécurité dans le département de Kobé (Iriba). Cet échantillon était également basé sur le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant au Wadi Fira afin de garantir le sondage d'un nombre exact de personnes dans le besoin dans cette province.

L'échantillon est stratifié proportionnellement à la taille des populations affectées dans chaque camp, site ou village, par statut (réfugiés, PDI, retournés, communauté hôte). Au sein de chaque strate, les répondants étaient sélectionnés de manière aléatoire, en interrogeant une personne éligible tous les trois ménages afin d'assurer la couverture de chaque camp, site ou village.

Province	Communauté hôte	Réfugiés	Déplacés internes	Retournés	Total
Lac	71	75	317	78	541
Logone Oriental	127	204		242	573
Ouaddaï		575			575
Moyen Chari	78	197	2	295	572
Wadi Fira	173	411			584
Total	449	1462	319	615	2845

Échantillons de personnes affectées par la crise

2845 répondants

Province

584 au Wadi Fira

575 au Ouaddaï

573 au Logone Oriental

572 au Moyen Chari

541 au Lac

Notre cadre d'échantillonnage prévoyait de sonder 550 personnes par province. La taille de l'échantillon final varie selon la province, ce qui n'était pas intentionnel.

Genre

 1729 femmes (61%)

 1116 hommes (39%)

Statut

 1462 réfugiés (51%)

 615 retournés (22%)

 449 communauté hôte (16%)

 319 déplacés internes (11%)

Groupes d'âge:

1332 18-35 ans (47%)

1239 36-60 ans (44%)

274 Plus de 61 ans (9%)

Handicap

 515 personnes vivant avec un ou plusieurs handicaps (18%)

Assistance monétaire

 1525 personnes qui ont reçu l'assistance monétaire (54%)

Nous visions une répartition égale entre les femmes et les hommes interrogés. Notre répartition finale était de 61% de femmes et 39% d'hommes. Lors de la réalisation de l'enquête, les ménages dirigés par des hommes nous ont régulièrement renvoyé vers les femmes de leur ménage pour répondre à notre questionnaire. Cela pourrait être dû au fait que les femmes sont davantage ciblées par l'aide humanitaire dans cette province et/ou puisque les femmes du ménage sont généralement responsables de l'aide humanitaire reçue.

Tous les répondants ont 18 ans ou plus et tous ont reçu l'aide humanitaire.

En ce qui concerne l'enquête en ligne du personnel humanitaire, nous avons ciblé le personnel humanitaire travaillant aux niveaux national et provincial, occupant divers postes et étant du personnel national ou expatrié. Au total, 102 agents humanitaires ont répondu, dont du personnel local ainsi que du personnel de coordination nationale basé à N'Djamena.

Collecte de données

Des enquêteurs recrutés localement, formés par Ground Truth Solutions, ont mené des entretiens en face à face (tout en respectant les mesures de précaution COVID-19) avec les personnes affectées entre novembre 2020 et mars 2021. Sur un site donné, les enquêteurs ont interrogé un ménage sur trois afin d'assurer la randomisation de l'échantillon.

Pour le personnel humanitaire, un lien KoBo Toolbox a été partagé avec les partenaires humanitaires en février 2021 à travers le pays pour que les membres du personnel remplissent l'enquête en ligne.

Pondération

Les données collectées auprès des personnes affectées de ce rapport et les valeurs moyennes présentées ont été pondérées en fonction des chiffres de population de la province (niveau administratif 1). Pour les questions à choix multiples, la marge d'erreur maximale à l'intervalle de confiance de 95% se situe à (+/-) 12 points de pourcentage, et entre (+/-) 2 et 6 points de pourcentage pour les questions binaires. Les marges d'erreur pour les ventilations par province, statut et sexe sont plus importantes que pour les moyennes pondérées globales. Les points de données qui ne contenaient pas la province du répondant n'ont pas été pris en compte pour l'analyse pondérée.

Désagrégation

Ce rapport explore les différences de perceptions entre les groupes démographiques lorsqu'il est pertinent de les rapporter.

Limites

Une série de problèmes logistiques et de problèmes de sécurité ont entravé la capacité de notre équipe à enquêter sur les communautés de la région d'Iriba à Wadi Fira, où nous avons prévu d'enquêter les réfugiés à Touloum, Amnabak et Iridimi. Notre enquête dans le Wadi Fira n'a pas conséquent couvert que la localité de Guereda, donc les résultats ne sont pas représentatifs de toutes les personnes dans le besoin au Wadi Fira.

Vous pouvez trouver plus de résultats de cette enquête dans notre rapport sur [les besoins](#) et [l'information](#) ou consultez tous [nos rapports sur le Tchad](#).

Pour une version anglaise de ce rapport, [cliquez ici](#).

Échantillons de personnel humanitaire

102 répondants

Genre



80 hommes (78%)



21 femmes (21%)

1 ne souhaitant pas répondre (1%)

Statut

73 personnels nationaux (72%)

29 personnels expatriés (28%)

Type d'organisation

62 personnel d'ONGs internationales (61%)

35 personnel d'agences des Nations Unies (34%)

5 personnel d'ONGs nationales (5%)

Niveau d'intervention

65 au niveau provincial (64%)

37 au niveau national (36%)

Province

26 au Lac (25%)

18 au Wadi Fira (18%)

15 au Ouaddaï (15%)

5 Autre (5%)

1 au Logone Oriental (1%)

Auteurs

Elise Shea
Analyste Programme

Carine Nzeuyang
Gestionnaire de Programme

Contributeurs

Hannah Miles
Analyste en Statistiques

Pierrot Allayam Ndikinan
Coordonnateur des Opérations de Terrain



Contact au Tchad: Carine Nzeuyang, carine@groundtruthsolutions.org

Rejoignez nous sur groundtruthsolutions.org